
Best Buys

Household
Money

Banking &
Borrowing

Mortgages &
Home

Saving &
Making Money

Rights, Scams
& Politics

Motoring &
Travel

Investi
Pensic

Classement mondial de la dette : la position de la France dévoilée

DANIEL COUGHLIN

28 DECEMBER 2024

[Gallery View](#) | [Expand View](#)

Ces pays qui vivent au-dessus de leurs moyens



Immersion Imagery/Shutterstock

La dette mondiale a atteint un record de 315 000 milliards de dollars (290 000 Md€) en 2024. Cela représente plus de trois fois le PIB mondial, selon l'Institut de la finance internationale (IIF), qui suit l'endettement des économies avancées et des pays en développement.

Le véritable scandale, c'est que la dernière fois que la dette mondiale a été aussi élevée, c'était pendant les guerres napoléoniennes, il y a plus de 200 ans. Déferlant dès 2010 et atteignant des sommets inédits durant la pandémie de COVID-19, l'actuelle vague d'endettement est la quatrième depuis la Seconde Guerre mondiale et la plus importante à ce jour.

Chacune des vagues précédentes s'étant terminée dans la misère, une crise mondiale de la dette sans précédent pourrait être imminente. **Parcourez cette galerie pour découvrir comment le monde en est arrivé à un tel niveau d'endettement et identifiez les pays au bord de l'effondrement économique.**

Tous les montants indiqués en dollars sont en dollars américains, sauf indication contraire.

Top ^

Adaptation française par Aurélie Blain

Une dette mondiale record



Pla2na/Shutterstock

Il est indéniable que le monde est submergé par la dette. Mais que représente réellement ce montant record de 315 000 milliards de dollars (290 000 Md€) ?

Environ 59 100 milliards de dollars (55 500 Md€) correspondent à la dette des ménages, qui inclut les prêts immobiliers, les crédits à la consommation et les prêts étudiants. La dette publique s'élève à 91 400 milliards de dollars (84 000 Md€), tandis que la dette des entreprises atteint 164 500 milliards de dollars (151 000 Md€). Ce chiffre inclut également les 70 400 milliards de dollars (65 000 Md€) dus par le secteur financier mondial.

Les économies avancées composent les deux tiers de la dette mondiale, tandis que les pays en développement représentent le reste. Cependant, en termes relatifs, la dette des économies émergentes a explosé ces dernières années, en doublant quasiment de 55 000 milliards (50 000 Md€) à 105 000 milliards de dollars (97 000 Md€) en une décennie. Si la dette était répartie également, chaque personne sur la planète devrait 39 000 dollars (36 000 euros).

Emprunts liés à la COVID et envolée des paiements d'intérêts





TimeShops/Shutterstock

La dette mondiale a augmenté de manière continue durant les années 2010, mais elle a explosé en 2020 au début de la pandémie de COVID-19, alors que les gouvernements se débattaient pour soutenir les ménages et les entreprises touchés par les différentes mesures sanitaires.

Lorsque le monde a rouvert en 2021, une forte demande et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ont fait grimper l'inflation. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a par la suite exacerbé les pressions inflationnistes. Les banques centrales ont réagi en prenant des mesures jugées impensables il y a une décennie : augmenter les taux d'intérêt de plusieurs points de pourcentage (et bien plus dans certains cas).

Cette intervention a ralenti l'inflation, mais cette hausse des taux d'intérêt a rendu le service de la dette plus coûteux, et les taux demeurent élevés.

Comment les gouvernements gèrent-ils la dette ?



Warrick Page/Getty Images

Top ^

Les niveaux élevés de dette actuels surviennent à une époque de déficits budgétaires croissants. de

Les niveaux élevés de dette dettes particulièrement à une époque de conjoncture économique difficile, de taux d'intérêt généralement élevés et de croissance mondiale chroniquement faible, ce qui rend la situation particulièrement préoccupante. La plupart des gouvernements ne peuvent pas réduire leur endettement par la croissance, et la gestion des paiements d'intérêts punitifs devient de plus en plus difficile.

En dehors des mesures d'austérité, les gouvernements ont la possibilité d'émettre des titres de type obligations, ou simplement d'imprimer davantage d'argent pour limiter leurs dettes. Cependant, la vente de titres et la monétisation de la dette fonctionnent généralement bien pour les économies avancées comme le Japon et les États-Unis, mais conduisent souvent à la ruine pour les économies émergentes. Par exemple, l'Argentine, le Zimbabwe et le Venezuela ont connu une hyperinflation galopante lorsque leurs gouvernements ont lancé des programmes d'impression monétaire pour rembourser leurs dettes.

Que font les gouvernements s'ils ne peuvent pas rembourser leurs dettes ?



Bumble Dee/Shutterstock

Lorsque les dettes deviennent insoutenables, les gouvernements n'ont généralement d'autre choix que de se tourner vers le FMI (ou une institution similaire) pour demander un plan de sauvetage économique. Ils s'accompagnent presque toujours de conditions, comme la réduction des dépenses publiques.

Dans le pire des cas, les pays font défaut sur le remboursement de leurs dettes. Le défaut de paiement souverain est véritablement l'ultime recours, car il peut entraîner des conséquences économiques désastreuses. Les défauts de paiement souverains ont par ailleurs atteint des niveaux records relativement inquiétants.

D
no **Top** ^ h Ratings, neuf pays sont actuellement en défaut ou ont été déclassés par les agences de Biélorussie, le Salvador, la Russie, le Suriname, l'Éthiopie, le Ghana, le Liban, le Sri Lanka et la Zambie.

L'importance d'une bonne notation de dette souveraine



T. Schneider/Shutterstock

La solvabilité d'un pays peut faire toute la différence dans sa capacité à rembourser ses dettes, en particulier si la plupart de ses obligations sont libellées en devises étrangères et dues à des créanciers étrangers. Ces notations sont établies par plusieurs agences, dont Fitch Ratings, Standard & Poor's (S&P) et Moody's.

Par le passé, les économies avancées avaient tendance à bénéficier de notes de crédit souveraines excellentes, profitant ainsi des taux d'intérêt les plus favorables. Cependant, ces dernières années, certaines grandes économies, y compris les États-Unis, ont vu leurs notations dégradées.

À l'inverse, les pays en développement sont souvent accablés par de mauvaises notes de crédit et doivent payer une prime élevée, rendant l'emprunt considérablement plus coûteux. Un nouveau rapport du groupe de campagne Debt Relief International pour Norwegian Church Aid indique que plus de 100 pays en développement peinent à rembourser leurs dettes et réduisent en conséquence leurs dépenses de santé, d'éducation et environnementales.

Qu'est-ce que le ratio dette/PIB et pourquoi est-il important ?





Yuriy K/Shutterstock

Le ratio dette/PIB compare la dette d'un pays à sa production économique annuelle. Cet indicateur est un bon reflet de la capacité d'une nation à soutenir ses dettes. En règle générale, plus le ratio est élevé, plus il est difficile pour le pays de rembourser ses engagements.

Cela dit, cette règle n'est pas gravée dans le marbre et il existe aujourd'hui quelques exceptions notables, comme nous allons le voir.

En gardant ces données à l'esprit, examinons les ratios dette/PIB bruts de 20 des principales économies mondiales et évaluons leurs chances d'échapper à une crise de la dette...

Russie, ratio dette/PIB : 20,8 %



Adriana Mahdalova/Getty

Le **Top** ^ souveraine de la Russie s'élève à 428 milliards de dollars (395 Md€), ce qui équivaut à 1,8 % du PIB du pays. Après l'annexion de la Crimée en 2014, le régime de Vladimir Poutine a cherché à protéger l'économie nationale des sanctions et à limiter la dette extérieure au minimum en

exerçant une stricte discipline budgétaire et monétaire.

Soutenue par la richesse du pays en matières premières et un énorme excédent commercial, cette stratégie a permis au président de financer son invasion de l'Ukraine et de mieux en gérer les retombées économiques.

L'avenir financier de la Russie à long terme n'est toutefois pas radieux. Malgré une dette faible, cette politique a privé les services publics de financements et freiné la croissance. De plus, la Russie étant coupée du système bancaire mondial et sa note de crédit fortement dégradée (le pays a effectivement fait défaut en 2022 en raison des sanctions occidentales), elle ne pourrait même plus emprunter sur les marchés internationaux, même si elle le souhaitait.

Suisse, ratio dette/PIB : 36,7 %



Oli Scarff/Getty Images

En matière d'emprunt, la Suisse est un exemple, affichant une note de crédit AAA, la plus élevée possible, auprès des principales agences de notation. Son gouvernement est reconnu pour sa gestion prudente de l'économie, et le franc suisse est l'une des principales devises de réserve au monde.

Depuis 2003, le gouvernement suisse applique rigoureusement une règle de frein à l'endettement, ce qui a contribué à maintenir la dette souveraine à un niveau bas.

Grâce à l'aversion de l'État pour le déficit, la dette publique du pays s'élève actuellement à 344 milliards de dollars (318 Md€), soit seulement 36,7 % de la production économique annuelle de la Suisse.

Nouvelle-Zélande, ratio dette/PIB : 47,4 %

Top ^



Hagen Hopkins/Getty Images

La Nouvelle-Zélande a plus de raisons que la plupart des autres pays de maintenir sa dette publique sous contrôle. Le pays est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles coûteuses (séismes et tempêtes dévastatrices) et aux chocs économiques extérieurs en raison de sa petite taille et d'une économie tournée vers l'exportation.

Les gouvernements successifs ont par conséquent œuvré assidûment à garder un faible niveau d'endettement. La dette actuelle s'élève à 122 milliards de dollars (113 Md€), soit un modeste 47,4 % du PIB du pays. Le gouvernement vise à réduire ce ratio sous la barre des 40 %.

Cette prudence n'est toutefois pas sans inconvénient : moins d'emprunts signifie moins d'investissements, et la Nouvelle-Zélande se trouve désormais confrontée à un déficit d'infrastructures.

Le gouvernement s'est ainsi vu demander de relever le plafond de la dette, ce qui lui coûterait peu, étant donné que la Nouvelle-Zélande est notée AAA par Moody's et AA (le deuxième meilleur échelon) par les autres grandes agences de notation.

Vous aimez ce contenu ? Cliquez sur le bouton Suivre en haut de la page pour lire d'autres articles de loveMONEY.

Australie, ratio dette/PIB : 49,6 %

[Top ^](#)



Tracey Nearmy/Getty Images

La dette souveraine brute de l'Australie s'élève à 887 milliards de dollars (819 Md€), soit 49,6 % du PIB national.

Comme sa voisine la Nouvelle-Zélande, l'Australie affiche des niveaux de dette publique relativement plus bas que de nombreux autres pays à revenus élevés. Le passif national a augmenté depuis 2008, époque où la dette nette était négative, les dépenses liées à la COVID-19 constituant la plus grande part des dépenses récentes.

Néanmoins, une gestion financière saine, combinée à une économie riche en ressources, à un excédent commercial important et à une note de crédit AAA, a permis de maintenir la dette à un niveau plus que gérable. Le ratio devrait augmenter à mesure que les dépenses publiques en infrastructures, en éducation et en défense s'intensifient, mais la projection de 58 % d'ici 2027 reste faible pour les normes internationales.

Mexique, ratio dette/PIB : 55,6 %



Lennin Domínguez/ObturadorMX/Getty Images

Top ^ le la dette catastrophiques du Mexique dans les années 1980 et 1990 ont servi de leçon. Le pays a travaillé avec diligence pour se refaire une réputation d'emprunteur fiable, et les obligations mexicaines sont désormais considérées comme de bonne qualité par les principales

agences de notation.

La dette souveraine brute du pays s'élève à 1100 milliards de dollars (1015 Md€), soit 55,6 % de son PIB. La dette a par ailleurs augmenté cette année, l'ancien président Andrés Manuel López Obrador ayant emprunté allègrement pour financer des dépenses publiques supplémentaires en vue des élections générales de juin.

La nouvelle présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, pourrait devoir augmenter les impôts pour tenir sa promesse d'augmenter les dépenses en matière d'aide sociale et de services publics. Elle a également nommé l'économiste de l'énergie Victor Rodriguez Padilla pour diriger l'entreprise publique Petroleos Mexicanos, actuellement le producteur de pétrole le plus endetté au monde.

Allemagne, ratio dette/PIB : 63,7 %



dpa picture alliance/Alamy

L'Allemagne bénéficie d'un étincelant AAA de la part des principales agences de notation, et sa dette nationale brute, relativement modeste, s'élève à près de 3000 milliards de dollars (2770 milliards d'euros), soit 63,7 % du PIB du pays. Bien que ce chiffre dépasse le seuil de 60 % fixé par le traité de Maastricht, il reste bien en dessous des moyennes de l'OCDE et de l'UE, qui s'élèvent à 81,7 %.

Malgré tous ces facteurs favorables, les inquiétudes concernant les niveaux d'endettement public en Allemagne demeurent, et la prudence officielle en matière de dette s'avère problématique.

En novembre dernier, le gouvernement allemand a été plongé dans une crise lorsque son budget 2024 a été annulé par la Cour constitutionnelle pour avoir enfreint la règle du frein à la dette, inscrite dans la Constitution allemande. Les critiques affirment que cette obsession pour la discipline budgétaire pourrait entraver la croissance et même ralentir la transition verte du pays.

Top ^

Autriche, ratio dette/PIB : 75,4 %



Nick Higham/Alamy

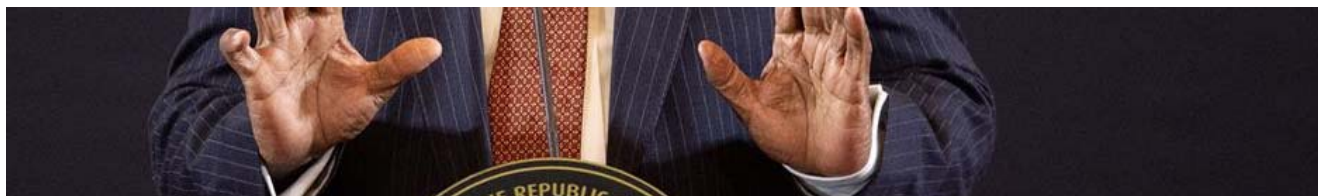
Le ratio de la dette par rapport au PIB de l'Autriche dépasse également le seuil des 60 % fixé par le traité de Maastricht. Cependant, il reste inférieur à la moyenne de l'OCDE et de l'UE.

La dette souveraine du pays s'élève actuellement à 407 milliards de dollars (375 Md€). Toutefois, la dette de l'Autriche est relativement plus élevée que celle de l'Allemagne et d'autres pays équivalents, ce qui impacte sa note de crédit, selon Fitch. Les trois principales agences de notation notent le pays un échelon en dessous de l'Allemagne.

Les dépenses publiques ont atteint des sommets en 2023, bien que ce fardeau ait été partiellement compensé par une croissance économique robuste et une augmentation des recettes due à l'inflation, selon les données de *Statistics Austria*.

Afrique du Sud, ratio dette/PIB : 75,4 %

[Top ^](#)



RODGER BOSCH/AFP via Getty Images

Comme de nombreux autres pays en développement, les obligations de l'Afrique du Sud sont mal notées par les principales agences de notation.

Cette mauvaise note de crédit augmente les coûts d'emprunt, ce qui rend la dette de 281 milliards de dollars (259 Md€) difficile à soutenir, malgré un ratio dette/PIB relativement modeste selon les standards mondiaux. À titre de comparaison, l'Autriche présente un ratio identique, mais avec des paiements d'intérêts beaucoup plus faibles.

Le ministre des Finances, Enoch Godongwana, a reconnu que le coût du service de la dette empiète désormais sur les dépenses sociales. Cette année, les paiements d'intérêts estimés à 20,7 milliards de dollars (18 Md€) dépassent de loin le budget de base de l'éducation de l'Afrique du Sud et représentent sept fois les dépenses militaires prévues pour 2024.

Inde, ratio dette/PIB : 82,5 %



Sudarshan negi/Shutterstock

Le FMI a tiré la sonnette d'alarme sur la hausse du ratio dette/PIB de l'Inde. Atteignant les 82,5 %, la dette souveraine de l'Inde a grimpé à 3 250 milliards de dollars (3000 Md€), et ce ratio pourrait dépasser les 100 % à moyen terme. Bien que les obligations indiennes soient de bonne qualité, elles ont la note la plus basse dans leur catégorie, ce qui pourrait rendre difficile le remboursement de cette dette, d'autant plus avec des taux d'intérêt élevés.

Top ^

Le gouvernement indien a minimisé les risques en soulignant qu'une grande partie de la dette

Le gouvernement indien a minimisé les risques, en soulignant qu'une grande partie de la dette souveraine du pays est libellée en roupies, ce qui diminue le risque d'une crise de la dette, car il y a relativement peu de créanciers étrangers à rembourser.

Argentine, ratio dette/PIB : 86,2 %



FABRICE COFFRINI/AFP via Getty Images

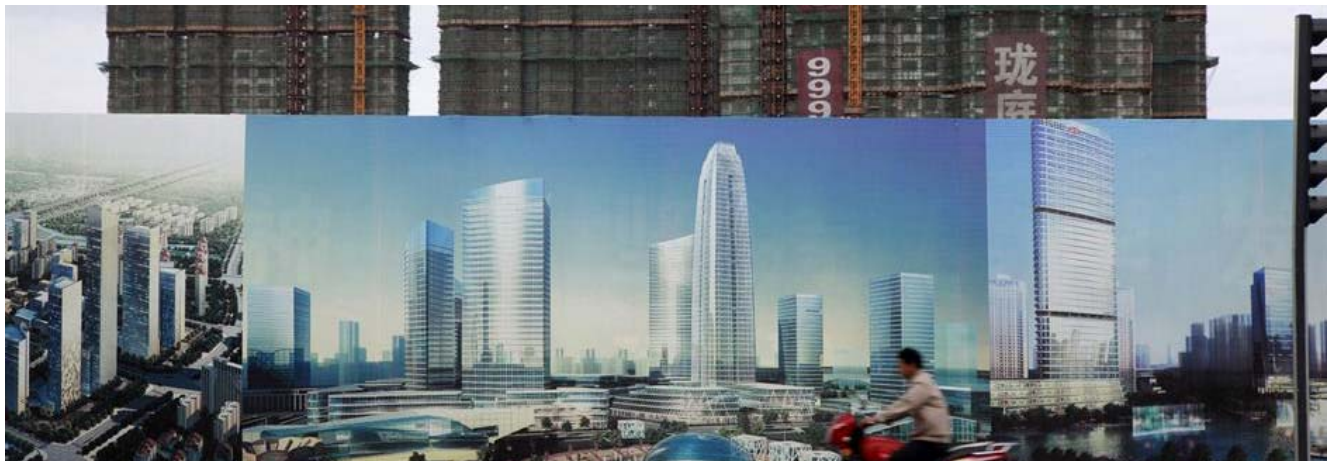
L'Argentine s'est retrouvée dans l'incapacité d'honorer sa dette souveraine à trois reprises depuis 2001 et a dû solliciter le FMI pour restructurer ses obligations.

Peu de pays ont une note inférieure et l'Argentine bataille pour rembourser ses dettes, accumulées après des années de mauvaise gestion économique et de dépenses excessives. La dette s'élève à 521 milliards de dollars (480 Md€).

Javier Milei, candidat populiste de droite, a été élu président en décembre 2023, après avoir fait campagne sur la réduction des dépenses publiques et de la dette. Bien que son programme économique de choc semble porter ses fruits dans certains domaines, réduire la dette nationale demeure un défi. Selon la société de prévision financière Oxford Economics, la probabilité que l'Argentine fasse défaut sur sa dette entre 2025 et 2027 est estimée à 75 %.

Chine, ratio dette/PIB : 88,6 %





Pictures Ltd./Corbis via Getty Images

La situation de la dette en Chine n'est guère reluisante. Avec une économie en plein ralentissement, provoqué par l'effondrement du secteur immobilier, le gouvernement est sur le point d'emprunter pour sortir de la récession. Fitch a d'ailleurs fait passer les perspectives de crédit de la Chine en « négatif » en avril.

Officiellement, la dette souveraine de la Chine s'élève à 16 400 milliards de dollars (15 000 Md€), soit 88,6 % de son PIB. Cependant, la société financière Fidelity estime que ce chiffre pourrait en réalité atteindre les 130 % si l'on y intègre les « outils de financement parallèle », qui ont alimenté la crise immobilière. Le chiffre révisé placerait la Chine parmi les marchés émergents les plus endettés.

Royaume-Uni, ratio dette/PIB : 104,3 %



Dan Kitwood/Getty Images

La **Top** ^ dette souveraine brute du Royaume-Uni atteint 3 650 milliards de dollars (3 370 Md€), son niveau le plus élevé depuis 1962. Ce chiffre dépasse de 150 milliards de dollars (138 Md€) la production économique annuelle du pays, aboutissant à un ratio dette/PIB de 104,3 %. Environ 25 % de cette dette

économique avancés du pays, aboutissant à un ratio dette/PIB de 104,7 %. Environ 25 % de cette dette est détenu par des investisseurs étrangers, ce qui est largement supérieur à la moyenne de 18 % des économies avancées.

Le coût du service de la dette a augmenté à mesure que l'inflation et les taux d'intérêt ont grimpé. Le paiement mensuel le plus élevé a dépassé les 26 milliards de dollars (24 Md€), bien que le Royaume-Uni bénéficie de conditions préférentielles grâce à une note de crédit solide, qui se situe dans la catégorie A supérieure.

Après les élections générales du 4 juillet 2024, la nouvelle chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves a fait de la réduction de la dette nationale l'un des piliers de la politique économique du Parti travailliste.

Canada, ratio dette/PIB : 104,7 %



Kevin Dietsch/Getty Images

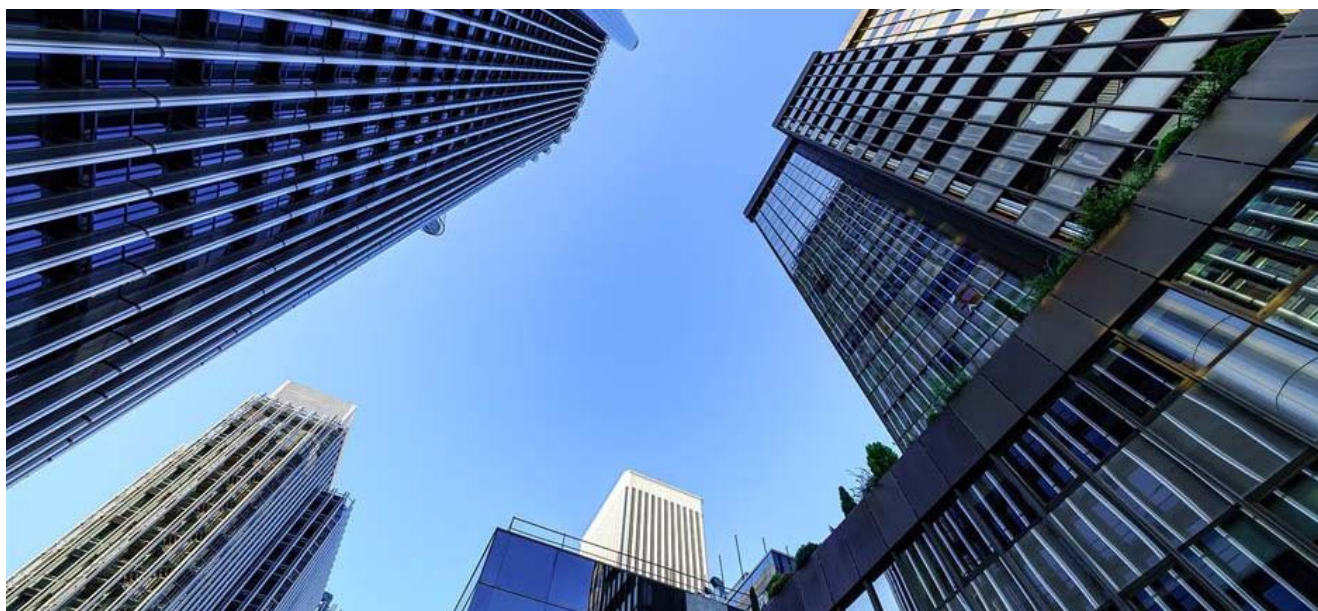
Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances du Canada, a fait de la réduction du ratio dette/PIB du pays, gonflé par la pandémie, sa priorité. Elle affirme que ce ratio doit diminuer pour assurer la viabilité des finances canadiennes. Avec une dette s'élevant à 2 350 milliards de dollars (2 170 Md€), elle dépasse le PIB du pays de 4 %.

Le plan de la ministre semble fonctionner, car le ratio dette/PIB du Canada est en baisse. Le FMI a récemment publié un rapport élogieux sur l'économie canadienne, saluant les efforts du gouvernement pour réduire les niveaux d'endettement.

Espagne, ratio dette/PIB : 106,3 %



Top ^



Jose Miguel Sanchez/Shutterstock

Le ratio dette/PIB de l'Espagne a grimpé de 20 % entre 2020 et 2021, plus que tout autre pays de la zone euro : la pandémie a en effet freiné la croissance et entraîné des dépenses massives de la part du gouvernement espagnol.

Aujourd'hui, la dette publique du pays atteint 1 750 milliards de dollars (1 600 Md€), soit 106,3 % de son PIB. Sa note de crédit est raisonnable, variant de A (S&P) à Baa1 (Moody's).

Bien que le montant absolu reste élevé, le ratio dette/PIB de l'Espagne diminue grâce à une forte croissance économique et à d'autres facteurs favorables, tels que des recettes fiscales supérieures aux prévisions.

France, ratio dette/PIB : 111,6 %



Top ^

HJBC/Shutterstock

La France a également vu son ratio dette/PIB augmenter à cause de la pandémie et d'autres chocs extérieurs. La dette totale s'élève désormais à 3490 milliards de dollars (3200 Md€), soit 111,6 % du PIB du pays.

La France rencontre plus de difficultés que l'Espagne pour réduire son ratio dette/PIB, les gouvernements du président Macron n'ayant pas réussi à freiner les dépenses et à réduire le déficit. Le pays a payé un lourd tribut pour avoir manqué ses objectifs de réduction de la dette : le 1^{er} juin 2024, S&P a abaissé la note de crédit de la France de AA à AA-. Cette rétrogradation humiliante place la France dans la même catégorie de solvabilité que la Tchéquie et l'Estonie.

Tous les regards se tournent désormais vers le prochain gouvernement, qui devra présenter un budget capable de répondre aux attentes des marchés et de relancer un plan crédible pour combattre la dette.

Avec une inflation encore élevée et une croissance stagnante, les défis sont de taille. Des réformes structurelles et une réduction des dépenses publiques seront sans doute proposées pour restaurer la crédibilité financière du pays.

États-Unis, ratio dette/PIB : 123,3 %



Jemal Countess/Getty Images for the Peter G. Peterson Foundation

Dans l'absolu, les États-Unis sont le pays le plus endetté au monde. Ils doivent actuellement la somme astronomique de 35 500 milliards de dollars (33 000 Md€), soit 102 474 dollars (94 500 euros) par citoyen américain, l'équivalent de 123,3 % du PIB du pays.

L'organisme de contrôle des comptes publics (GAO) a récemment tiré la sonnette d'alarme quant à la trajectoire budgétaire insoutenable du pays, présentant une grave menace pour l'économie, la sécurité nationale et la société. Le ratio dette/PIB, qui pourrait atteindre 166 % d'ici 2054, pourrait freiner la croissance. **Top** ^ t épuiser les budgets publics à mesure que les paiements d'intérêts augmentent. En effet, les remboursements de la dette américaine devraient pour la première fois dépasser les dépenses de

derense en 2024.

La crise du plafond de la dette de 2023 a entraîné une dégradation de la note de crédit par Fitch et des perspectives dégradées par Moody's, rendant le service de la dette américaine plus coûteux. Parmi les créanciers, c'est le Japon qui détient la plus grande part de la dette américaine, suivi par la Chine et le Royaume-Uni.

Italie, ratio dette/PIB : 139,2 %



ALBERTO PIZZOLI/AFP via Getty Images

L'Italie est en grande difficulté avec une dette souveraine de 3 240 milliards de dollars (2990 Md€), soit 139,2 % de sa production annuelle. Toutefois, la situation de la dette italienne s'est améliorée grâce à une reprise impressionnante après la pandémie, et les perspectives notées par Moody's sont passées de négatives à stables en novembre dernier.

Selon le FMI, l'avenir économique de l'Italie est toutefois menacé si le gouvernement ne s'attaque pas à l'escalade de la dette. Le pays est dans une position plus vulnérable que d'autres nations avec des ratios dette/PIB élevés, car une part importante de sa dette est détenue à l'étranger, et 20 % par des créanciers privés. Elle est ainsi plus exposée aux attaques spéculatives, selon l'assureur-crédit français Coface.

Grèce, ratio dette/PIB : 148,8 %





Milos Bicanski/Getty Images

La Grèce a vécu au-dessus de ses moyens pendant des décennies, jusqu'à ce que la nation plonge dans une crise monumentale à la fin des années 2000. C'est un exemple classique des conséquences d'une dette devenue insoutenable : le gouvernement grec a été contraint de mettre en place des coupes budgétaires drastiques et des hausses d'impôts sévères, appauvrissant une grande partie de la population. Le pays a également dû solliciter un plan de sauvetage du FMI, de la Banque centrale européenne et de l'Eurogroupe.

La Grèce n'est pas encore sortie d'affaire. Ses obligations sont mal notées par Moody's et le pays devra rembourser ses créanciers jusqu'en 2060. La dette du pays s'élève actuellement à 372 milliards de dollars (343 Md€), soit 148,8 % de son PIB.

Fort heureusement, ce ratio devrait diminuer progressivement dans les prochaines années, et la dette semble gérable. Elle est principalement détenue par des créanciers officiels, ce qui, contrairement à la dette italienne, la rend moins vulnérable à la spéculation.

Singapour, ratio dette/PIB : 162,5 %



Richie Chan/Shutterstock

Singapour est une véritable anomalie : sa dette souveraine brute s'élève à 853 milliards de dollars (786 Md€), soit un ratio dette/PIB de 162,5 %.

Pourtant, la note de crédit de ce petit État insulaire est exceptionnelle, avec des AAA dans tous les domaines, et sa santé financière est également excellente. Comment est-ce possible ?

Contrairement à d'autres pays fortement endettés, Singapour emprunte pour investir plutôt que pour dépenser (cette pratique est inscrite dans sa constitution) et les actifs de la nation dépassent largement ses passifs. En réalité, la dette de Singapour est tout simplement nulle.

Japon, ratio dette/PIB : 254,6 %



f11photo/Shutterstock

La dette extérieure du Japon a explosé durant la « décennie perdue » des années 1990 et n'a cessé d'augmenter depuis. Les emprunts massifs pour financer une population vieillissante et relancer une économie stagnante sont continuellement renouvelés, et la dette a atteint des niveaux vertigineux pendant la pandémie. Aujourd'hui, la dette du Japon s'élève à 10 460 milliards de dollars (9650 Md€), soit plus de deux fois et demie son PIB.

Avec un tel niveau de dette, d'autres pays subiraient une crise monumentale, mais le Japon se porte bien avec une solvabilité classée dans la catégorie A. La dette japonaise est principalement libellée en yens, une monnaie de réserve majeure, et est détenue majoritairement par des investisseurs nationaux, ce qui limite l'exposition aux taux d'intérêt.

Le **Top** ^ nent japonais affiche également des opérations courantes excédentaires et est le principal détenteur de la dette américaine. Le pays ne risque donc pas de faire faillite.